

# L'ancien président rwandais aurait été tué par des hutus

Pierre Haski

Libération, 3 décembre 1994

De notre correspondant

Après deux missions d'enquête au Rwanda et dans les pays voisins, la Commission d'experts de l'ONU, composé de trois juristes africains et présidée par le Togolais Atsu-Kofi Amega, a rendu son rapport. «Après un examen approfondi, la Commission d'experts a conclu à l'existence de preuves accablantes attestant que des actes de génocide ont été commis à l'encontre du groupe tutsi par des éléments hutus agissant de manière planifiée, systématique et méthodique. Le génocide a été commis avec la participation d'escadrons de la mort appelés « réseau 0 », mis en place par l'ancien régime du président Juvénal Habyarimana. » Telles sont les conclusions de l'enquête des experts de l'ONU.

Transmis cette semaine à Boutros Boutros-Ghali, le rapport évalue à au moins 500.000 morts le nombre de victimes des massacres qui ont commencé le 6 avril dernier. Les enquêteurs ont entre leurs mains une cassette audio sur laquelle, Léon Mugasera, l'un des responsables du Mouvement révolutionnaire national pour le développement(MRND) du président Habyarimana exhorte, dans une conférence du parti en 1992, « à tuer les Tutsis et à jeter les corps dans les cours d'eau du pays ». Une cassette qui, précise le rapport, « sera extrêmement utile pour prouver qu'il y a eu l'intention criminelle de commettre un génocide ».

Les experts reviennent longuement sur la mort du président Habyarimana et mettent en évidence le rapide enchaînement des événements, si rapide, en fait, que le rapport laisse entendre -sans le dire explicitement- qu'Habyarimana aurait peut-être été tué par des extrémistes de son camp. Ainsi, les experts relèvent que dans les « trente à quarante-cinq

minutes qui ont suivi l'attentat, avant même que la nouvelle ait été annoncée par la radio nationale, des barrages ont été mis en place à certains grands carrefours et les rues de Kigali ont commencé à se remplir de cadavres ». Les experts ajoutent « un autre fait encore plus probant à savoir que « la garde présidentielle a mis en place des barrages routiers qui ont empêché les membres de la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda d'atteindre l'aéroport afin de mener une enquête sur l'assassinat du président ».

Les trois enquêteurs ont également affirmé qu'il y avait de sérieuses raisons de penser que des éléments tutsi (avant la prise de pouvoir par le FPR, ndlr) « s'étaient livrés à massacres, à des exécutions sommaires, à des violations du droit international humanitaire et à des crimes contre l'humanité à l'égard des Hutus ». Les experts ajoutent qu'ils restent préoccupés par la violence que continuent de perpétrer certains soldats du FPR, même si, faute de temps, ils s'estiment « incapables de trouver des indices qui attesteraient que ces massacres ont été commandités ou approuvées par les autorités en place ».

Pierre Haski

Tue 29 Nov 1994